

**Communiqué de presse du
27/08/2015**



Des champs, pas d'Auchan !

Association de
Protection de la
Ferme des Bouillons

L'association tient à revenir sur les faits graves de cette semaine écoulée, afin de contextualiser les différentes provocations que nous avons subies. Notre association, citoyenne et pacifique depuis sa création en décembre 2012, en dialogue constant avec les élus et les institutions, s'est fait déloger « manu militari » au petit matin le mercredi 19 août sans aucun avertissement.

A peine l'évacuation effectuée, les nouveaux occupants passent sous nos yeux avec 4x4 et pelleteuse pour aller prendre possession de la ferme avec l'aimable autorisation des forces de l'ordre. Plus de 100 CRS, 17 fourgons pour des citoyens pacifiques, une démesure calculée pour provoquer les militants. **Aucune réponse violente de notre part n'a éclatée.** Le jour suivant, les forces de l'ordre font mine de s'en aller, mais vont en fait stationner, en se cachant, à moins de 5 minutes de la Ferme des Bouillons. L'objectif était de nous laisser la voie libre face aux gardes privés avec chiens installés sur la ferme et aux clôtures dressées rapidement. **Seconde provocation à laquelle les militants ont su résister et répondre de la plus belle des manières en consacrant leur créativité au montage d'un nouveau campement.**

En ce qui concerne la récupération de nos objets de valeurs, et des nombreux outils de la ferme nous appartenant, l'huissière, ainsi que la préfecture nous ont baladé toute la semaine, faisant monter encore un peu plus la tension. Là encore, nous avons répondu par le dialogue. Après une première conférence de presse aux sujets de toutes ces événements, nous avons rencontré le Secrétaire Général de Préfecture. Notre demande de protection policière pour mettre un terme aux provocations des nouveaux occupants de la ferme et de leurs vigiles est également restée lettre morte, malgré notre demande appuyée par la Maire de Mont-Saint-Aignan.

Dernier épisode et non des moindres, dimanche lors de l'arrivée de notre marche festive et calme, des forces de l'ordre nous bloquent l'accès au chemin communal de la Ferme des Bouillons, alors qu'elles n'étaient plus présentes depuis quelques jours. Des hommes et des femmes torse nus en première ligne, suivis de nombreuses personnes les bras levés en signe de non-violence s'avancent alors pour accéder au chemin communal. La réponse des forces de l'ordre n'est autre qu'un matraquage de nombreuses personnes ainsi que l'usage excessif de

lacrymogènes sur les hommes, les femmes et les enfants présents. Le tout sans aucune sommation avant de faire usage de leurs armes. Nous déplorerons une dizaine de personnes blessées par coups et asphyxie. Parmi celles-ci, **6 personnes de notre association ont d'ores et déjà déposé plaintes pour « violence avec circonstances aggravantes »** (usage d'armes).

Aujourd'hui, un des ex-occupants de la Ferme des Bouillons, Mathieu, a été placé en garde à vue à notre plus grande surprise. Afin de résister de manière non violente à l'expulsion, il s'était placé avec un autre occupant sur le toit afin de retarder quelque peu l'expulsion et permettre aux amis et à la presse d'arriver sur les lieux. Dans la bousculade aérienne pour redescendre du toit, Mathieu s'est retrouvé avec plusieurs côtes fêlées, et un pompier a été blessé en chutant de l'échelle. Arrivé au sol, Mathieu s'est immédiatement excusé auprès du pompier, et **l'association réitère son regret de cette blessure involontaire**. Depuis le 19 août jour de l'expulsion, Mathieu, transporteur routier, est en arrêt de travail pour plusieurs semaines. Au bout de 7h, Mathieu est encore en garde à vue alors qu'il avait été officiellement convoqué pour une audition.

Nous estimons que ce flot de provocations et de violences durant la semaine écoulée est inadmissible et n'a pour autre but que d'affaiblir notre mouvement. Le but de nos actions n'étant pas de nous affronter aux forces de l'ordre ni d'entrer dans un cercle vicieux d'occupations/expulsions, nous avons quitté volontairement le champ commun sur lequel nous étions installés.

Nous demandons donc que cessent immédiatement les provocations de la part des pouvoirs publics, défendant des intérêts privés, en l'occurrence Immochan et la famille Mégard.

Les porte-paroles de l'association
Philippe Vue 06.83.88.81.68
Matthieu Carpentier 06.63.78.80.68